

Article pour le journal communal d'Onex

Le dimanche 4 décembre 2016, à 14h, à la sortie de la gare Cornavin, on pouvait lire lors d'une manifestation internationale :

Stop aux manipulations anti-démocratiques !
Stop à la priva-TiSA-tion du monde !
Stop à la dictature des multinationales !

Au mois d'avril 2017, 8 grands drapeaux STOP TiSA flottaient au vent sur le Pont du Mont-Blanc durant 2 semaines, intercalés entre les drapeaux de la Ville et de la Confédération. Vous les avez sans doute aperçus.

TiSA

= Trade in Services Agreement
Accord sur le commerce des services

TiSA est un traité négocié, à Genève, par 50 pays (dont l'UE, les Etats-Unis, le Canada, Israël, la Suisse), en totale opacité, depuis février 2012.

Imaginez un monde où ...

... La Poste est entièrement remplacée par les entreprises DHL Express ou UPS, les bureaux de « poste » les plus éloignés des centres urbains sont définitivement fermés.

... les restaurants scolaires ou hospitaliers appartiennent à des firmes telles que Coca Cola, Starbucks ou McDonald's.

... une multinationale comme Monsanto décide des congés à vous accorder et du montant de votre salaire.

... l'Ecole publique et gratuite n'existe plus, l'Etat ne pouvant financer à la fois les écoles privées et les écoles publiques, car avec TiSA, tous les services doivent être subventionnés de la même manière.

... la Suisse (donc nous, les contribuables) est condamnée à verser à la société Véolia 1 milliard de francs car une initiative pour sortir du nucléaire a été votée, et l'entreprise y voit une entrave à ses profits.

L'objectif de TiSA :

Libéraliser l'ensemble des services

Cela veut dire les soumettre à la concurrence internationale et les déréglementer au maximum, qu'il s'agisse de services publics, de services subventionnés ou de services privés. Les PME locales répondant aux appels d'offres de l'Etat seront directement touchées. En effet, elles ne pourront concurrencer les multinationales qui échapperont alors aux législations nationales avec des ramifications incontrôlables dans tous les domaines où elles exercent leurs activités ...

Les prestations des services publics seront dès lors considérées comme de la concurrence déloyale par les multinationales.

L'Etat (donc le contribuable) devra alors subventionner à même hauteur un service public et son homologue du secteur privé. Même les acquis sociaux et syndicaux seront attaqués.

La démocratie, un « obstacle au commerce » ?

Certaines politiques publiques, décidées démocratiquement, dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'environnement, de la protection des consommateurs, des règles concernant les produits alimentaires ou encore de la santé et de la formation deviendront inapplicables, car considérées comme des « obstacles non nécessaires au commerce », des obstacles aux profits et aux intérêts des multinationales.

Une dérégulation des échelons administratifs du pays, Confédération, Cantons et Communes, réduirait rapidement à néant la marge de manœuvre des parlements et des exécutifs. Chaque gouvernement doit pouvoir décider de la manière de gérer ses prestations de services dans l'intérêt de sa population.

Service

Activité qui s'étend du commerce à l'administration, incluant : les Entreprises de services public (Poste, Swisscom, CFF, SSR...), les transports, la gestion de l'eau et de l'énergie, le traitement des déchets, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et aux particuliers, l'école, la santé, l'action sociale, la protection des données, etc.

Des tribunaux d'arbitrage privés

TiSA, comme les 3000 autres traités de libre-échange en cours ou en négociation (CETA, TAFTA/TTIP, NAFTA, JEFTA, ...), prévoit des tribunaux d'arbitrage privés, non soumis aux lois des Etats. Ils pourraient permettre aux sociétés multinationales de poursuivre les Etats en les obligeant à leur verser des millions d'indemnités si leurs profits se trouvent être limités par des lois.

Encore davantage d'austérité

Ce traité renforce les politiques d'austérité, déjà pratiquées actuellement par nos Etats, politiques n'ayant d'autre dessein que de renforcer les privatisations au seul profit des actionnaires. Une fois privatisés, les services deviendront inaccessibles aux plus démunis et appauvriront les classes moyennes.

Se déclarer « Zone hors TiSA » : une démarche indispensable et symboliquement forte !

Le Conseil municipal d'Onex, conscient de la menace qui pèse sur nos droits démocratiques, a déclaré Onex « Zone hors TiSA » en votant une résolution le 20 juin 2017, comme les communes de Carouge et Genève (qui l'affichent à leurs entrées depuis peu), Grand-Saconnex, Gy, Meyrin, Plan-les-Ouates, Puplinge et Soral. Plus loin, Baden, Bâle, Bellinzzone, Berne, Biasca, Lausanne, Le Locle, Ostermundigen, Renens, Sainte-Croix, Vevey, Yvonand et Zurich ont fait de même.

En novembre 2015, le Grand Conseil genevois a approuvé à une large majorité une résolution demandant que le Canton de Genève se déclare « Zone hors TiSA » comme les cantons de Vaud et de Zoug.

D'autres communes ont demandé la transparence sur ces négociations et que le droit de référendum soit appliqué à TiSA.

En Europe, 2000 collectivités se sont déclarées contre les accords de « libre-échange ».

Les conséquences de TiSA commenceraient dans votre commune !

**TiSA est un danger pour les services publics, pour notre souveraineté nationale
et pour nos droits démocratiques.**

Il est urgent et vital de nous informer et surtout de nous mobiliser contre TiSA !

**Nous demandons QUE LA SUISSE SE RETIRE DES NEGOCIATIONS TiSA et le cas échéant,
QUE TISA SOIT SOUMIS AU REFERENDUM OBLIGATOIRE !**